

AU DÉPARTEMENT DES SCIENCES JURIDIQUES

POSTE DE PROFESSEURE, PROFESSEUR EN DROIT, TECHNOLOGIE ET VIE NUMÉRIQUE

L'UQAM recherche des candidates et candidats qualifiés afin de renouveler son corps professoral.

Le Département des sciences juridiques priorise la promotion et la défense de la justice sociale en apportant une réponse fondée sur le droit aux préoccupations des personnes et des groupes sociaux d'ici et d'ailleurs. Laboratoire d'analyse critique du rôle que le droit joue dans la société et que la société joue dans le droit, notre Département est à la recherche de personnes candidates qui démontrent une capacité de réflexion critique en enseignement, encadrement et recherche dans le domaine du droit relatif aux technologies et la vie numérique. Nous encourageons les candidatures qui approchent le droit relatif aux technologies et à la vie numérique en faisant appel à toute branche du droit (public, pénal, privé) ainsi qu'à des perspectives interdisciplinaires (informatique, communication, science politique, etc.).

Le Département des sciences juridiques vise à assurer la plus grande représentativité possible des groupes historiquement désavantagés au sein de son corps professoral. Toutes les personnes candidates, en particulier les femmes, les personnes autochtones, les personnes issues des minorités visibles ou ethniques ainsi que les personnes en situation de handicap sont invitées à faire valoir leurs compétences propres et de mettre en valeur leur parcours spécifique.

SOMMAIRE DE LA FONCTION :

- Enseignement au premier cycle des études et aux cycles supérieurs comportant notamment : le développement et l'amélioration des contenus; l'évaluation des étudiantes et étudiants
- Direction, encadrement et évaluation des étudiants dans leurs travaux de recherche aux cycles supérieurs
- Recherche en droit, technologie et vie numérique. Le département des sciences juridiques reconnaît et encourage la pluralité des modes de production de la connaissance et valorise toutes les formes de recherche.
- Services aux collectivités internes (par ex. participation à divers comités universitaires, gestion académique, postes de direction) et externes (par ex. implications auprès de groupes de la société civile).

EXIGENCES :

- Doctorat en droit ou dans une discipline connexe

OU
- Un diplôme de maîtrise en droit ou dans une discipline connexe et des études doctorales en cours en droit ou dans une discipline connexe pour le poste

OU
- Une maîtrise en droit ou dans un domaine connexe pour le poste ainsi qu'une compétence éprouvée et reconnue par le milieu dans le domaine du poste, avec un titre professionnel et un minimum de deux années d'expérience professionnelle pertinente

OU
- Une maîtrise en droit ou dans un domaine connexe pour le poste ainsi qu'une compétence éprouvée et reconnue par le milieu dans le domaine du poste, et un minimum de quatre années d'expérience professionnelle pertinente

AUTRES EXIGENCES :

- Capacité d'enseignement
- Capacité démontrée de recherche
- Maîtrise de la langue française tant à l'oral qu'à l'écrit**

** Une maîtrise fonctionnelle de la langue française (capacité de donner des cours en français) doit être détenue avant l'entrée en fonction de la personne retenue. La maîtrise adéquate de la langue française (niveau C1 du Cadre européen commun de référence pour les langues) sera quant à elle une condition essentielle à l'obtention de la permanence, en conformité avec les dispositions de la convention collective UQAM-SPUQ. Des cours de français pourraient être offerts.

CONDITIONS D'EMPLOI :

- Poste régulier pouvant mener à la permanence

AVANTAGES SOCIAUX :

- Assurance maladie complémentaire et invalidité
- Assurance vie
- Régime de retraite à prestation déterminée

RÉMUNÉRATION ANNUELLE au **1^{er} avril 2025** : de 74 351 \$ à 178 818 \$

LIEU DE TRAVAIL : Au cœur du Quartier latin au Centre-Ville de Montréal - Campus principal

DATE D'ENTRÉE EN FONCTION PRÉVUE: 1^{er} JUILLET 2026 (sous réserve des autorisations requises)

Soucieuse d'être représentative de la société québécoise et déterminée à s'enrichir de sa diversité, l'Université invite toutes les personnes qualifiées à soumettre leur candidature, en particulier les femmes, les personnes autochtones, les membres de minorités visibles et ethniques, ainsi que les personnes handicapées relativement au Programme d'accès à l'égalité en emploi. Les personnes issues de ces groupes sont invitées à s'auto-identifier lors du dépôt de leur candidature en acheminant le questionnaire d'identification <https://rh.uqam.ca/qaccesegalite/>, en mentionnant le titre du poste en objet, à l'adresse suivante : edi@uqam.ca.

Conformément aux exigences canadiennes en matière d'immigration, la priorité devra être accordée aux personnes ayant les autorisations nécessaires pour travailler au Canada. Ce critère n'est pas une priorité au sens des conventions collectives applicables.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir au Département des sciences juridiques :

- Une lettre de motivation qui indiquera, entre autres, leurs intérêts d'enseignement en lien avec les programmes d'études et les cours offerts au Département, ainsi que les noms des trois personnes qui rédigeront des lettres de recommandation
- Un curriculum vitae en français (détaillé, daté et signé)
- Un article, chapitre de livre ou autre texte représentatif de leurs travaux
- Un exposé sur le programme de recherche envisagé sur trois ans (maximum : 1 000 mots)
- Trois lettres de recommandation qui doivent être envoyées directement au département par les signataires (voir plus bas)

Les personnes convoquées en entrevue seront appelées à préparer et à déposer, pour l'entrevue, un projet de plan de cours au baccalauréat en droit (maximum : 5 pages).

Les documents doivent être envoyés **AVANT le vendredi 30 janvier à 13h00**, à l'exception des lettres de recommandation qui doivent être reçues par le Département **AVANT le mardi 3 février à 13h00** à :

Mirja Trilsch, directrice
Département des sciences juridiques
a/s Louise Lambert lambert.louise@uqam.ca